

Le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement

Un nouvel appel à l'action à l'horizon 2030 et au-delà

Politique de CGLU
pour approbation par le Conseil mondial
en octobre 2022.



Avant-propos

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est un réseau mondial de villes et de gouvernements locaux, régionaux et métropolitains et de leurs associations, qui s'engage à représenter et à amplifier la voix des gouvernements locaux et régionaux (GLR) afin de ne laisser personne ni aucun lieu pour compte.

À CGLU, nous pensons que les GLR créent les conditions locales dans lesquelles les idéaux des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'Agenda 2030 pour le développement durable sont une réalité vécue. Ensemble, en tant que réseau mondial et en tant que GLR, nous sommes les sentinelles des espoirs, des rêves et des aspirations des communautés du monde entier.

En 2013, CGLU a adopté sa première [Politique concernant la coopération au développement et les gouvernements locaux](#). Son objectif était de promouvoir les différents modèles de coopération au développement des GRL et des associations de gouvernements locaux (AGL), communément appelés "coopération décentralisée". La Politique était une invitation à la communauté internationale à reconnaître le rôle des GLR et des AGL en tant qu'acteurs du développement, à mieux les impliquer dans les dialogues mondiaux, à partager les ressources et à favoriser des partenariats plus solides.

Pendant près de dix ans, cette Politique a guidé nos efforts de plaidoyer et de programmation. Depuis lors, nous avons assisté à des avancées pour les GLR et les AGL, ainsi qu'à une meilleure reconnaissance de leur rôle dans la coopération au développement et dans la mise en œuvre de l'Agenda de l'année 2030 et d'autres agendas internationaux.

Pourtant, au cours de cette décennie, le contexte mondial a changé, de nouvelles questions sont apparues et les pratiques de coopération décentralisée ont évolué. À l'approche de l'année 2030, cette nouvelle réalité exige un narratif commun renouvelé, afin de tirer parti de nos succès et de relever nos défis.

La vision de CGLU est que la coopération décentralisée soit pleinement reconnue, efficace et effective, répondant aux préoccupations de développement les plus urgentes auxquelles sont confrontées les communautés locales dans le monde entier. Nous voyons la coopération décentralisée comme un moyen essentiel pour atteindre le développement durable et réaliser les ODD.

Cette nouvelle Politique, [le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement— Un nouvel appel à l'action à l'horizon 2030 et au-delà](#), sera présentée pour adoption par le Conseil Mondial de CGLU en octobre 2022. Elle donne une orientation à CGLU et à nos membres pour les années à venir. En définitive, c'est un appel à l'action avec cinq objectifs clés visant à renforcer la coopération décentralisée pour aider à atteindre les ODD d'ici l'année 2030.

Cette Politique a été préparée par le groupe de travail sur le renforcement des capacités et des institutions (CIB) de CGLU. Elle s'appuie sur des recherches et des entretiens approfondis menés par l'Institute for Development Studies (IDS) et sur le travail des équipes Politique et Apprentissage de CGLU et des sections régionales de CGLU sur la coopération décentralisée et les ODD.

Résumé exécutif

Les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés

Le contexte dans lequel s'inscrit la coopération internationale au développement a changé au cours de la dernière décennie.

Les taux de pauvreté dans le monde ont diminué, mais les inégalités économiques et sociales restent un défi de taille, notamment les inégalités entre les genres. La pandémie de COVID-19, la crise climatique, les catastrophes naturelles, les conflits et l'affaiblissement de la démocratie et des droits de l'homme comptent parmi les principaux facteurs qui façonnent les modèles de pauvreté.

En réponse à ces problèmes, la coopération internationale au développement devient de plus en plus complexe, plus politique et plus polarisée, avec l'émergence de nouvelles puissances et organisations transcendant l'ancien continuum Nord-Sud.

Les gouvernements locaux et régionaux comptent

D'ici l'année 2050, on prévoit que près de 70 % de la population mondiale vivra dans des zones urbaines. Plus que jamais, les villes, les gouvernements locaux, régionaux et métropolitains, ainsi que les associations de gouvernements locaux ont un rôle essentiel à jouer dans la résolution des problèmes de développement mondial. Cela a été reconnu dans les ODD et l'Agenda 2030 pour le développement durable, ainsi que dans d'autres agendas internationaux.

En première ligne pour relever les défis du développement et lutter contre les inégalités, les gouvernements locaux et régionaux (GLR) sont toujours confrontés à des lacunes en termes de capacités, à des ressources financières insuffisantes, à un manque de reconnaissance et à des revers en matière de recentralisation.

En première ligne pour relever les défis du développement et lutter contre les inégalités, les gouvernements locaux et régionaux (GLR) sont toujours confrontés à des lacunes en termes de capacités, à des ressources financières insuffisantes, à un manque de reconnaissance et à des revers en matière de recentralisation.

La coopération au développement des GLR et des associations de gouvernements locaux (LGA), communément appelée "coopération décentralisée", s'est avérée être un modèle efficace pour renforcer les capacités des GLR, faciliter et accroître la mobilisation des ressources et, en fin de compte, aider à relever les défis mondiaux.

Un appel à l'action avec cinq objectifs clés

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) estime que la coopération décentralisée est un moyen important d'atteindre les ODD d'ici l'année 2030.

Cette Politique est le nouvel appel à l'action de CGLU pour rendre la coopération décentralisée pleinement reconnue, efficace et percutante, répondant aux préoccupations de développement les plus urgentes auxquelles sont confrontées les communautés locales et régionales. Les objectifs de notre appel à l'action sont les suivants :

- 1. Pousser pour une plus grande reconnaissance institutionnelle, avec des ressources réelles, pour que les GLR puissent relever les défis mondiaux.** Les GLR et les AGL doivent être mieux reconnus comme des partenaires essentiels pour relever les défis du développement mondial, avec des sièges officiels à la table, aux côtés des gouvernements nationaux, lorsque des actions concrètes sont conçues et décidées. L'implication des GLR et des AGL dans les dialogues politiques doit évoluer vers de véritables partenariats et une allocation tangible des ressources lorsque le moment est venu de mettre en œuvre les politiques et les programmes.
- 2. Faire de la coopération décentralisée une approche de coopération au développement pleinement reconnue et dotée de ressources.** La coopération décentralisée est une approche essentielle et efficace du développement, qui ajoute une valeur concrète à l'aide au développement bilatérale et multilatérale. De plus, les GLR et les AGL ont besoin d'un environnement plus favorable à l'appui de la coopération décentralisée et le financement dédié doit être augmenté et plus prévisible.
- 3. Rendre la coopération décentralisée plus efficace, professionnelle, innovante et durable.** Les GLR et les AGL doivent stratégiquement axer leurs initiatives internationales sur les défis mondiaux qui comptent de toute urgence aujourd'hui et pour l'avenir, en particulier pour les plus vulnérables et les plus défavorisés. Les GLR et les AGL devraient mieux se coordonner entre eux et avec d'autres acteurs pour créer des synergies et accroître l'impact de leur coopération. Les GLR et les AGL doivent continuer à investir dans les connaissances, le suivi des résultats et la responsabilisation, ainsi que dans des approches innovantes afin de rester efficaces et agiles dans un contexte mondial en constante évolution.
- 4. Engager davantage la coopération décentralisée dans le domaine du financement.** Les GLR et les AGL doivent être mieux équipés, préparés et soutenus pour être en mesure d'accéder à de nouvelles opportunités de financement et d'apprécier pleinement quand et comment utiliser les différentes formes de financement. Grâce à la coopération décentralisée, les GLR et les AGL peuvent bénéficier d'expériences de financement novatrices inspirantes et du soutien direct de leurs pairs.
- 5. Favoriser un soutien public et politique plus fort pour la coopération décentralisée.** Les GLR et les AGL doivent jouer un rôle clé en aidant les citoyens à s'engager dans les relations internationales et en encourageant la citoyenneté mondiale. Ils doivent chercher activement à sensibiliser, à impliquer les citoyens et les groupes politiques, et à plaider en faveur de la coopération décentralisée.

Mise en œuvre de la Politique

Chaque année, la mise en œuvre de la Politique sera examinée en fonction de ses objectifs et de ses domaines d'action.

Ensemble, nous continuerons à être les leaders mondiaux de la coopération au développement pour contribuer à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.

Les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés

Au cours des dix dernières années, le contexte dans lequel s'inscrit la coopération internationale au développement a profondément changé. Si les grands défis du développement s'intensifient, certains sont mieux traités, et de nouveaux enjeux sont apparus.

Un contexte de développement en mutation

Bien que les taux de pauvreté dans le monde aient diminué en chiffres absolus au cours de la dernière décennie, les inégalités en matière d'accès aux services de base et aux

opportunités économiques sont toujours présentes dans de trop nombreux pays. Près d'un milliard de personnes vivent et travaillent dans des conditions locales informelles, insuffisamment desservies et précaires, tandis que des milliards d'autres dépendent d'un accès peu fiable à l'eau potable, à l'électricité et aux soins de santé.

Il est également indéniable aujourd'hui que le changement climatique devient le défi majeur auquel notre monde est confronté. Même si de nombreux pays ont adopté des plans ambitieux de réduction des gaz à effet de serre, la crise climatique s'accélère. Le changement climatique a un effet d'entraînement sur plusieurs autres questions de développement, en particulier pour les personnes les plus vulnérables et marginalisées.

Les catastrophes naturelles, les conflits et les crises humanitaires sont une triste réalité dans de nombreuses régions du monde. Les troubles civils en Éthiopie, au Yémen et en Syrie, les insurrections terroristes dans de nombreux autres pays et la guerre entre la Russie et l'Ukraine poussent des millions de réfugiés à quitter leur pays.

Il est également devenu évident que la crise provoquée par la pandémie de COVID-19 aura des effets durables. La pandémie est un nouveau défi sanitaire mondial qui montre la nécessité d'investir dans des systèmes de soins de santé déjà affaiblis par des déficiences de longue date dans les capacités financières, politiques et techniques. La pandémie a exacerbé de nombreux autres problèmes de développement et a entraîné une réaffectation massive des fonds pour les plans nationaux de réponse et de redressement. Cela crée des contraintes financières supplémentaires pour les organisations qui reçoivent traditionnellement des fonds du gouvernement central comme les organisations de la société civile ou des transferts intergouvernementaux comme les GLR.

L'impact du changement climatique, les catastrophes, les conflits, la crise du COVID-19 et les inégalités dans l'accès aux services de base et aux opportunités économiques sont encore profondément genrés. Les femmes et les filles sont plus susceptibles que les hommes de vivre dans la pauvreté et d'occuper des emplois précaires et mal rémunérés, d'être confrontées à la violence domestique et à d'autres formes de violence, de devoir fuir leur domicile et de ne pas avoir accès à la protection sociale, aux services de base et à l'assistance.

Le monde est également confronté à un affaiblissement de la démocratie et de ses valeurs, ainsi qu'à l'émergence de régimes autoritaires dans plusieurs régions. Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont mis à mal dans de nombreuses régions de la planète. Certains pays ferment même l'espace civique aux organisations nationales et locales de la société civile. Dans d'autres nations, la cohésion sociale se fragmente avec la polarisation des opinions extrémistes qui mettent à l'épreuve les principes démocratiques.

Tous ces défis mondiaux en matière de développement s'inscrivent dans une réalité de plus en plus urbanisée. Plus de la moitié de la population mondiale vit désormais dans des zones urbaines. D'ici 2050, on prévoit que près de 70 % de la population mondiale vivra dans des villes. Les pays en développement représentent 75 % de la population urbaine mondiale, un chiffre qui a doublé au cours des 50 dernières années. L'urbanisation est la caractéristique du 21^e siècle et restera sans aucun doute le principal moteur du développement ou de l'absence de développement.

La réponse internationale aux enjeux mondiaux

En réponse à ces enjeux majeurs, nous avons assisté à un mouvement en faveur du développement durable et d'une meilleure coordination de la coopération internationale.

En 2011, les principes de partenariat de Busan ont été établis pour encourager une coopération au développement plus efficace. En 2015, les 17 objectifs de développement durable (ODD) ont été adoptés dans le cadre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Depuis l'adoption des ODD, plus de 100 pays se sont engagés à «ne laisser personne de côté» et à accélérer les progrès dans les régions les plus en retard. Les ODD constituent un cadre mondial exceptionnel pour guider les efforts visant à mettre fin à la pauvreté, à protéger la planète et à assurer la paix et la prospérité dans le monde entier d'ici à 2030.

Alors que nous nous rapprochons de l'année 2030, la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des ODD au cours de l'actuelle «Décennie d'action», telle que prononcée par les Nations unies, est désormais reconnue comme une question d'urgence.

Un paysage d'acteurs plus complexe

Les dix dernières années ont également montré que la coopération au développement devient plus complexe, plus politique et plus polarisée, avec de nouveaux pouvoirs, acteurs et organisations.

Les économies émergentes en transition sont de plus en plus impliquées dans la coopération au développement, comme le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. La dynamique du développement transcende désormais le continuum traditionnel Nord-Sud et reflète souvent des valeurs et des motivations différentes.

Bien que la réponse à la COVID-19 ait ravivé un certain sens du multilatéralisme, des tendances indiquent une polarisation accrue des opinions sur les affaires du monde. Au lendemain de la pandémie, la nécessité pour toutes les nations de prêter attention aux problèmes et aux enjeux nationaux a également entraîné, le plus souvent, une diminution de l'attention accordée aux questions de développement international. On observe une tendance croissante des citoyens à se replier sur eux-mêmes et à se retirer de la solidarité internationale.

Les défis sociaux, économiques et environnementaux mondiaux doivent être abordés de manière intégrée, inclusive et coordonnée par tous les acteurs. Cette responsabilité s'étend non seulement aux gouvernements à tous les niveaux, mais aussi à la société civile, au monde universitaire, au secteur privé et aux citoyens.

Plus que jamais, les gouvernements locaux et régionaux ont leur importance

Dans un contexte de défis sans précédent et universels, une chose est évidente. Plus que jamais, les villes, les gouvernements locaux, régionaux et métropolitains, et les associations de gouvernements locaux sont stratégiquement positionnés pour contribuer à résoudre les problèmes de développement mondiaux, à localiser les ODD et à réaliser l'Agenda 2030.

L'implication des GLR est la clé du développement et de la démocratie

En tant que sphère gouvernementale la plus proche de la population et chargée d'assurer une prestation équitable des services essentiels, les GLR jouent un rôle important dans le développement.

Les villes et les zones métropolitaines créent environ 80 % de la croissance mondiale. C'est dans les communautés locales que résident la plupart des solutions pour la poursuite d'un développement économique durable et équitable, y compris les stratégies de croissance verte. Par conséquent, le développement économique local et la création d'emplois constituent un mandat de plus en plus important pour les GLR.

De plus, les zones urbaines génèrent la plupart des émissions de gaz à effet de serre et sont en même temps les plus touchées par la dégradation des conditions climatiques. Les GLR sont au centre de la lutte contre le changement climatique, tant du point de vue de l'atténuation que de l'adaptation.

Les GLR sont également des acteurs clés pour soutenir la paix et la sécurité et pour protéger les droits humains. Les GLR jouent un rôle essentiel pour garantir la confiance, la responsabilité et la transparence afin d'approfondir l'engagement démocratique et les valeurs fondamentales de bonne gouvernance. De plus, les GLR garantissent un environnement propice pour que les organisations de la société civile locales puissent fonctionner librement et sans perturbation. Dans de nombreux pays, les GLR sont les gardiens de la transition démocratique, un agenda qui a été repoussé par la crise économique et sociale de la COVID-19.

Développement économique local en Zambie

Le développement économique local (DEL) est de plus en plus reconnu dans le monde, car il permet un développement local inclusif et améliore le commerce et l'investissement régionaux. En partenariat avec le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth (CLGF), le ministère zambien des gouvernements locaux (MLG) et l'Association des gouvernements locaux de Zambie (LGAZ) ont donné aux gouvernements locaux les moyens d'agir grâce à la création de directives DEL et à la mise en œuvre d'une nouvelle politique de décentralisation. Dans quatre autorités locales (municipalité de Kabwe, conseil municipal de Kaoma, conseil municipal de Chipata et conseil municipal de Kitwe), des formations et des évaluations des besoins ont été dispensées, et des directives DEL, des manuels d'orientation et des plans de déploiement ont été élaborés. Pour ces quatre municipalités, cela a conduit à diverses initiatives mises en œuvre avec la Banque mondiale et avec le secteur privé.

Les GLR sont également particulièrement bien placés pour lutter contre les inégalités, y compris les inégalités fondées sur le genre. La promotion d'une gouvernance inclusive est un rôle essentiel des GLR ; les GLR savent comment rejoindre les pauvres et les communautés les plus vulnérables et marginalisées.

La pandémie de COVID-19 a confirmé à quel point les GLR sont en première ligne pour mettre en œuvre des actions locales fortes pour répondre aux crises. Les GLR sont la sphère gouvernementale la plus proche pour répondre aux besoins de toutes les communautés en toutes circonstances, y compris les plus difficiles.

Les GLR sont aussi les mieux placés pour faciliter les partenariats entre les différents niveaux de gouvernement, le secteur privé et les groupes de la société civile, ce qui conduit finalement à un développement plus efficace et inclusif.

Le rôle des AGL dans l'intégration verticale et horizontale et des plans d'action nationaux plus inclusifs est tout aussi important. Dans la plupart des pays, les AGL représentent la voix de tous les gouvernements locaux (et régionaux), ce qui les rend essentielles à une bonne gouvernance à plusieurs niveaux.

Les AGL créent aussi un espace pour l'apprentissage, la collaboration et le partage de bonnes pratiques entre les GLR. Elles sont souvent des bâtisseuses de capacités au sein du secteur municipal, par le biais de programmes et autres véhicules conçus et mis en œuvre spécifiquement pour leurs membres.

Égalité des genres au Bénin

Pour améliorer l'égalité des genres au niveau local, l'Association des villes flamandes (VVSG) a lancé en 2017 un programme quinquennal avec son organisation sœur, l'Association nationale des communes du Bénin (ANCB).

Via des visites d'échange et des formations bihebdomadaires sur l'égalité des genres, VVSG a fourni à l'association béninoise des outils pour aider ses communes à intégrer l'égalité des genres dans la politique locale et à incorporer une perspective de genre dans les plans de développement locaux. L'ANCB a créé un réseau de femmes élues locales et une commission politique sur le genre, les affaires sociales et la participation citoyenne. Les préoccupations des municipalités en matière de genre et de participation des citoyens sont désormais discutées lors des réunions de ce réseau et de cette commission.

VVSG a également utilisé ce programme comme une opportunité pour inclure des considérations de genre dans toutes les initiatives de coopération décentralisée faites par les municipalités flamandes au Bénin.

Un partenaire de développement mieux reconnu

Au cours de la dernière décennie, CGLU a uni sa voix à celle de plusieurs partenaires par le biais du Groupe de travail mondial (GTF) des gouvernements locaux et régionaux. Ceci a conduit à la création de l'Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux, officiellement reconnue par les Nations Unies.

Le GTF a été de plus en plus souvent invité à participer à des réseaux et événements mondiaux, régionaux et nationaux pour représenter la vision et les aspirations des GLR lors de la conception des politiques et stratégies de développement.

Grâce aux travaux du GTF, le rôle des GLR et des AGL dans la résolution des problèmes mondiaux de développement dans un monde en voie d'urbanisation a été mieux reconnu et articulé dans les programmes politiques d'un nombre croissant d'agences des Nations Unies, d'organisations multilatérales et bilatérales et de gouvernements nationaux.

En 2015, la communauté internationale a reconnu l'urbanisation comme une tendance majeure avec l'inclusion de l'ODD 11 «Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables» dans l'Agenda 2030. Cela a également été reconnu par une volonté de "localisation" de tous les autres ODD afin d'assurer leur mise en œuvre effective.

Le nouvel Agenda urbain, adopté lors d'Habitat III en 2016, a encore confirmé comment l'urbanisation peut être un outil puissant pour le développement durable dans le monde entier.

Les ODD, l'Agenda 2030, le nouvel Agenda urbain, l'accord de Paris sur le climat, le cadre de Sendai et d'autres stratégies de développement mondiales adoptées au cours des dix dernières années, ont tous confirmé la nécessité de villes et de régions bien planifiées et bien gérées.

Depuis l'adoption de ces agendas mondiaux, ce que nous ont dit les gouvernements locaux et régionaux de toutes les régions est clair : les villes et les régions de toutes tailles peuvent relier leurs plans locaux à ces stratégies internationales afin de mieux impliquer les parties prenantes locales dans leur mise en œuvre.

Atteindre les communautés les plus vulnérables et marginalisées au Mozambique, travailler pour le droit à la ville

Fortes de plus de 15 ans de coopération, les villes de Maputo au Mozambique et de Barcelone en Espagne ont signé en 2015 un troisième protocole quadriennal d'amitié et de coopération.

Cet accord portait spécifiquement sur l'amélioration des services dédiés aux populations vulnérables et exclues. Avec Maputo et Barcelone, l'ONG Eau et assainissement pour les pauvres en milieu urbain et Arquitectura Sin Fronteras de Catalunya (ASF-Catalunya) ont amélioré le droit à un logement décent dans les quartiers informels de Maputo pour contribuer à les transformer en quartiers plus sûrs et accessibles. En conséquence, les quartiers informels de Maputo ont connu une réduction des conflits et de la violence découlant de l'insécurité foncière.

En mai 2022, la coopération entre Barcelone et Maputo a été renouvelée avec succès jusqu'en 2025, avec un nouvel accent sur l'agriculture périurbaine et l'autonomisation des femmes.

Reconnaissance sans moyens suffisants

Même si les GLR continuent d'être à l'avant-garde de la lutte contre les problèmes de développement, ils font toujours face à des enjeux de capacité, de ressources financières, de pleine reconnaissance et de la recentralisation.

La demande de financement et d'assistance technique émanant des GLR a augmenté, mais n'a pas été satisfaite. Dans le monde entier, de nombreux GLR ne bénéficient pas d'un soutien suffisant pour améliorer leur capacité technique générale et leur autonomie financière. Ils sont toujours confrontés à des transferts fiscaux intergouvernementaux inégaux et imprévisibles et à un accès extrêmement limité aux marchés du crédit et des capitaux. Ces problèmes sont encore plus aigus pour les GLR plus petits et ruraux, à l'extérieur des grands centres urbains.

Les agendas mondiaux actuels n'engagent pas suffisamment les GLR et leurs associations dans la mise en œuvre. Lorsque des actions sont décidées et prises, les gouvernements nationaux sont à la table, mais les GLR et les AGL ne le sont souvent pas. Ceci est particulièrement préoccupant, car l'OCDE a estimé que près de 60 % (100 sur 169) des cibles des ODD nécessitent un engagement avec les GLR pour être atteintes.

Ces dernières années, plusieurs agences multilatérales, institutions financières, banques de développement et organisations du secteur privé se sont fixé pour objectif d'étendre leurs instruments de financement aux GLR. Il s'agit notamment de nouvelles offres innovantes telles que le financement groupé, le financement mixte ou le financement à impact vert et social. Cependant, la plupart des GLR ne sont pas bien équipés pour accéder aux opportunités de financement ni pour comprendre quand et comment utiliser ces différentes formes de financement innovant.

Les politiques nationales de décentralisation et les réformes de l'État ont également attiré davantage l'attention sur les GLR au cours de la dernière décennie. Les gouvernements locaux et régionaux ont besoin d'instruments, de compétences et d'autorité grâce aux politiques de décentralisation officielles et à la législation adoptée par les gouvernements nationaux. Des études menées par l'OCDE et par CGLU ont montré que la décentralisation, en particulier la décentralisation fiscale, conduit à une prestation de services plus efficace et plus ciblée au profit des citoyens sur le long terme. Pourtant, dans de nombreux pays, la décentralisation n'a été que partiellement mise en œuvre. Dans d'autres, le manque de capacité de gestion, les problèmes de corruption et de transparence, et la volonté politique ont conduit certains gouvernements à freiner le processus de décentralisation et à recentraliser les fonctions des gouvernements locaux. De plus, les donateurs multilatéraux et bilatéraux ont réorienté leur aide au développement vers des priorités qui omettent souvent la gouvernance locale ou la décentralisation comme axes thématiques.

Les défis susmentionnés créent un écart important entre le besoin et l'aspiration à localiser les ODD et les problèmes auxquels les GLR sont confrontés pour obtenir l'expertise et les ressources financières nécessaires pour relever les défis du développement.

La coopération décentralisée fait partie de la solution

La coopération au développement menée par les GLR et les AGL - communément appelée "coopération décentralisée" - s'est avérée être une approche efficace pour relever les défis mondiaux, renforcer les capacités des gouvernements locaux et régionaux et faciliter la mobilisation des ressources.

La coopération décentralisée apporte une valeur ajoutée

La coopération décentralisée est profondément enracinée dans les principes de solidarité, de réciprocité, de compréhension mutuelle et d'échange de connaissances, et de collaboration à long terme entre les GLR. La coopération décentralisée est le fait d'employés et d'élus des gouvernements locaux et régionaux qui ont la capacité unique d'être des "acteurs", capables d'aller au-delà de la théorie et de mettre en œuvre des solutions innovantes. C'est un outil puissant pour les praticiens de tous les pays, pour discuter de problèmes communs et arriver à des résultats concrets.

Sa valeur ajoutée réside également dans le fait que la coopération décentralisée adopte une approche territoriale du développement ainsi qu'une perspective multi-acteurs, dans laquelle les citoyens, la société civile locale et le secteur privé sont tous impliqués.

De plus, la coopération décentralisée contribue aux relations internationales, en maintenant les pays et les sociétés connectés, intégrés et communicants ; par conséquent, elle contribue à amener les relations internationales au niveau des citoyens et des organisations de la société civile locale. Les GLR sont souvent capables de mobiliser l'ensemble de leurs communautés pour s'engager dans des activités internationales. C'est un moyen de promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme, et de créer un monde plus juste, au niveau local et au-delà.

Ainsi, la coopération décentralisée est l'un des piliers de toute poursuite sérieuse du développement durable.

La coopération décentralisée évolue

Ces dernières années, la coopération décentralisée a évolué pour devenir un modèle de coopération qui implique un ensemble plus

complexe de relations entre les homologues, les partenaires et les pairs des gouvernements locaux de partout dans le monde, y compris les réseaux municipaux et les associations.

Les GLR, les AGL et plusieurs réseaux de gouvernements locaux ont acquis une plus grande expérience dans la conception et la mise en œuvre d'initiatives de renforcement des capacités efficaces et durables, en utilisant diverses modalités et approches. De telles initiatives comprennent désormais davantage de projets visant à répondre aux crises humanitaires et aux conflits. La pandémie de COVID-19 a également créé une coopération plus intensive entre les GLR et les AGL malgré les défis logistiques.

La coopération décentralisée bénéficie également de nouveaux outils de suivi et d'une solide connaissance prospective des défis auxquels sont confrontés les villes et les pays. Le « tournant numérique », amorcé par la pandémie et d'autres avancées technologiques, a créé des moyens nouveaux et innovants de collaborer, de partager et de mettre en œuvre des initiatives de coopération décentralisée.

Coopération Sud-Sud pour l'autonomisation des femmes

L'un des principaux domaines d'intervention de CGLU Afrique a été d'assurer la participation des femmes aux processus décisionnels locaux pour une représentation équitable dans les domaines social, politique et économique.

En tant que mécanisme clé pour la coopération sud-sud, le Réseau des femmes élues locales d'Afrique (REFELA) a été mis en place en 2011 pour rassembler les femmes élues des villes et des gouvernements régionaux africains.

Grâce au réseau REFELA, des cadres législatifs pour la promotion de l'égalité des femmes et des hommes au niveau des villes ont été adoptés et une nouvelle Charte des autorités locales pour l'égalité des genres en Afrique a été introduite sur tout le continent. Les meilleures pratiques sont partagées et des formations sont proposées pour renforcer le leadership des femmes et leur permettre de gérer plus efficacement les affaires de la ville.

Ainsi, la coopération décentralisée est de plus en plus comprise comme un modèle diversifié de coopération transcendant les paradigmes traditionnels de l'aide. Elle a dépassé la perspective d'aide traditionnelle des donateurs et des bénéficiaires, dans laquelle le "Nord riche" aide le "Sud pauvre". Le développement de la coopération Sud-Sud et triangulaire (Nord-Sud-Sud) a également apporté de nouveaux modèles et acteurs, et a enrichi la coopération au développement. Ces nouvelles pratiques sont apparues pour répondre à la nécessité de catalyser les leçons et les bons exemples, et de trouver des solutions plus adaptées dans les régions où l'urbanisation s'intensifie, ce qui est particulièrement le cas dans le Sud mondial. Par conséquent, dans de nombreux cas, la coopération décentralisée entre les acteurs du Sud est plus logique comme moyen de renforcement des capacités.

La coopération décentralisée est également récemment entrée dans l'espace de financement pour aider à débloquer des financements et des investissements privés pour les GLR. De nouveaux instruments d'intermédiation, tels que le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV), ont été mis en place par CGLU, Métropolis et d'autres réseaux de gouvernements locaux. Ils renforcent les capacités des gouvernements locaux en matière de financement et d'investissement, et catalysent les opportunités du marché financier.

La coopération décentralisée suscite davantage d'intérêt de la part d'un large éventail d'acteurs

Les organisations de la société civile, les ONG, le secteur privé et les établissements universitaires continuent d'être des partenaires traditionnels des GLR et des AGL.

L'évolution de la coopération décentralisée a également suscité une attention croissante de la part des agences multilatérales et bilatérales et des organisations de développement. Un grand nombre de nouveaux acteurs sont impliqués. Plusieurs nouveaux réseaux multipartites actifs (Convention mondiale des maires, Conseil des maires pour la migration, Alliance mondiale pour les crises urbaines, Observatoire international des maires sur le vivre ensemble, etc.) ont également vu le jour, dont beaucoup se concentrent sur des questions et des défis locaux (par exemple, les inégalités, le logement abordable, la migration, la réponse au changement climatique).

En plus d'être reconnus comme des «acteurs du développement», les GLR et les AGL commencent à être considérés comme des «partenaires du développement», qui apportent une valeur ajoutée à l'aide au développement bilatérale et multilatérale ainsi qu'au développement international réalisé par la société civile et le secteur privé.

La multiplication et la diversité des nouveaux partenaires impliqués dans la coopération au développement présentent non seulement des opportunités mais aussi des risques. Il est de nouveau renouvelé d'éviter les silos, la programmation parallèle, les valeurs opposées et la concurrence.

Les GRL et les AGL peuvent transcender des intérêts nationaux et régionaux différents, et parfois divergents, et contribuer à la solidarité internationale. La coopération décentralisée est l'un des instruments permettant de mieux s'aligner et de se coordonner avec tous les partenaires, y compris les nouveaux pays impliqués dans l'assistance internationale.

La coopération décentralisée pourrait aller plus loin

Malgré les énormes progrès réalisés récemment en matière de coopération décentralisée, certains défis persistent.

Les gouvernements locaux et régionaux et leurs associations dans le monde ne disposent pas tous des mêmes capacités, ressources, pouvoirs législatifs et d'un environnement favorable pour s'impliquer dans la coopération au développement. C'est particulièrement le cas dans les pays du Sud, où le partage de bonnes pratiques et la formation pratique à la coopération décentralisée doivent devenir plus accessibles aux AGL. Parfois, les élus locaux et régionaux ont besoin d'être convaincus de l'intérêt d'investir leur temps et leurs ressources.

La coopération décentralisée est encore trop souvent considérée par les bailleurs de fonds dans une relation traditionnelle donateur-bénéficiaire dans laquelle la responsabilité est confiée aux «partenaires donateurs» du Nord.

Dans les pays confrontés à des crises humanitaires, des conflits ou des situations de post-conflit, la coopération au développement local et régional est insuffisamment perçue comme un mécanisme pouvant aider les gouvernements locaux.

Il est également possible d'améliorer la pratique de la coopération décentralisée. Elle est souvent fragmentée, trop étroitement axée sur de petits projets, avec peu d'impact et de faibles résultats, et elle n'est pas suffisamment orientée vers les régions fortement urbanisées, les grands défis mondiaux et les personnes les plus vulnérables. En outre, il n'y a pas assez d'informations et de données complètes et disponibles sur les apports, les investissements et les résultats de la coopération décentralisée.

De plus, la coopération décentralisée est perçue par les autres acteurs comme ne connaissant pas suffisamment les contextes nationaux dans lesquels elle s'inscrit. Elle est perçue comme étant alignée de manière inefficace sur les autres agences et programmes de développement opérant dans le secteur public. Souvent, la coopération décentralisée n'aborde pas suffisamment les questions transversales telles que l'égalité des genres, les droits de l'homme ou l'engagement des jeunes. En outre, la coopération décentralisée n'est toujours pas adaptée pour répondre aux besoins des GLR dans les pays où la sécurité est un problème.

L'accès aux opportunités de coopération décentralisée et aux financements est souvent difficile, surtout pour les partenaires du Sud. La plupart du temps, les GLR et les AGL sont considérés à tort comme des partenaires de développement non étatiques, devant entrer en concurrence avec d'autres prestataires de services pour obtenir des fonds de développement.

Les GLR et les AGL doivent aussi mieux gérer la nature politique croissante de l'aide au développement, qui s'inscrit dans un ensemble complexe et fragmenté de géographies relationnelles entre diverses parties prenantes nationales, bilatérales et multilatérales.

Par conséquent, afin d'aider à relever les enjeux mondiaux et à atteindre les ODD, la coopération décentralisée doit être mieux activée, être plus durable et devenir plus efficace.

Un appel à l'action avec cinq objectifs clés

Pour répondre aux changements contextuels et à l'évolution de la coopération décentralisée, les GLR et leurs associations doivent être davantage reconnus, engagés et habilités en tant qu'acteurs stratégiques et partenaires clés de la coopération au développement.

Nous, CGLU et nos membres, proposons d'agir à travers cinq objectifs clés :

1. Faire pression pour une plus grande reconnaissance institutionnelle, avec des ressources réelles, pour les gouvernements locaux et régionaux afin de relever les défis mondiaux

L'urgence et l'intensification des défis mondiaux et l'urbanisation rapide de plusieurs pays impliquent une responsabilité toujours croissante des acteurs locaux et régionaux. Cela a été reconnu dans l'Agenda 2030 et d'autres agendas mondiaux.

Pourtant, trop d'organisations, d'agences et de gouvernements nationaux négligent souvent l'importance de soutenir les GLR et les AGL. Les GRL et les AGL continuent de faire face à des capacités financières et de personnel limitées, à un manque de reconnaissance et d'autonomie institutionnelles, et à des revers en matière de recentralisation. Même lorsque leur rôle d'acteur du développement est reconnu, cela ne se traduit généralement pas par un engagement réel et l'allocation de ressources pour la mise en œuvre de plans d'action nationaux et locaux.

Nous devons continuellement veiller à ce que les GLR et les AGL soient reconnus comme des partenaires essentiels pour relever les enjeux mondiaux du développement, qui ont des sièges formels à la table, aux côtés des gouvernements nationaux lorsque des actions concrètes sont conçues et décidées. L'implication des GLR et des AGL dans les dialogues politiques doit évoluer vers de véritables partenariats et une allocation tangible des ressources lorsque le moment est venu de mettre en œuvre les politiques et les programmes.

Afin de favoriser la reconnaissance du rôle des GLR et des AGL en tant qu'acteurs du développement disposant de ressources réelles, nous allons :

- Multiplier nos efforts de plaidoyer d'une seule voix unie au niveau mondial, notamment par le biais du Groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux. Nous continuerons d'exiger une reconnaissance du rôle essentiel joué par les GLR et les AGL dans la localisation des ODD et la résolution des problèmes de développement mondial et la nécessité d'une véritable allocation des ressources.
- Appeler à l'établissement de sièges plus formels et permanents aux tables mondiales, régionales et nationales où nous pouvons représenter la vision et les aspirations des GLR, lorsque les agendas de développement et les politiques publiques sont articulés en plans et programmes d'action concrets.

2. Faire de la coopération décentralisée une approche de la coopération au développement pleinement reconnue et dotée de ressources

La coopération décentralisée s'avère être de plus en plus le meilleur moyen pour les praticiens des gouvernements locaux de discuter de problèmes communs avec leurs pairs, et de soutenir le renforcement des capacités par la solidarité, la réciprocité et la compréhension mutuelle. La coopération décentralisée débouche sur des solutions concrètes de développement durable, y compris pour les populations les plus vulnérables et marginalisées.

Pourtant, une prise de conscience de la nécessité de la coopération décentralisée reste nécessaire. En outre, dans de nombreux pays, les GLR et les AGL doivent recevoir davantage de ressources et être habilités par un cadre législatif clair. La coopération décentralisée doit être comprise par tous comme un mécanisme qui peut s'adapter pour soutenir les gouvernements locaux confrontés à des crises humanitaires, des conflits ou des situations d'après-conflit. Les cadres traditionnels de responsabilisation, qui se concentrent souvent uniquement sur les «partenaires donateurs» du Nord, devraient être envisagés différemment. Et les GLR et les AGL ne devraient pas être mis en concurrence, avec ou comme d'autres prestataires de services, pour le financement du développement.

Nous devons faire prendre conscience que la coopération décentralisée est une approche essentielle et efficace, qui ajoute une valeur concrète à l'aide au développement bilatérale et multilatérale. De plus, les GLR et les AGL ont besoin d'un environnement plus favorable pour s'engager en coopération décentralisée, et le financement doit être plus prévisible et augmenté.

Pour promouvoir la coopération décentralisée comme une approche essentielle de la coopération, nous allons :

- Continuer à être très actif dans les forums internationaux et nationaux pour promouvoir le rôle de la coopération décentralisée et faciliter les partenariats multipartites, tels que le Partenariat mondial pour une coopération efficace au développement.
- Inspirer davantage d'élus locaux et régionaux à s'engager dans la coopération décentralisée comme une modalité pour atteindre leurs objectifs locaux de développement durable.
- Identifier les enjeux les plus importants qui freinent la coopération décentralisée et exhorter les gouvernements nationaux, dans toutes les régions et tous les pays, à créer des politiques, des cadres législatifs et des environnements favorables qui faciliteront l'implication des GLR et des LGA dans la coopération décentralisée.
- Encourager les dialogues structurés et l'adoption d'accords de partenariat stratégique formels entre les GLR et les LGA, les ministères nationaux des affaires étrangères et/ou de la coopération au développement, et les organisations multilatérales.

- Continuer à plaider en faveur d'un financement de la coopération décentralisée plus facile d'accès, plus prévisible, plus flexible et supplémentaire, sous la forme de programmes de financement pluriannuels ou d'accords de financement spécifiquement conçus pour les GLR et les LGA.
- Encourager les donateurs multilatéraux et bilatéraux à inclure les initiatives de coopération décentralisée comme modalités de fourniture d'assistance technique dans leurs programmes et leur portefeuille de projets, notamment dans les pays confrontés à des situations de crise, de conflit ou d'après-conflit.
- Multiplier les efforts pour créer plus d'espace pour le dialogue, les tables rondes, la coordination et la collaboration avec les GLR dans les nouveaux pays donateurs, et les autres économies en transition montantes intéressées par les GLR et la coopération décentralisée.
- Continuer à partager et à diffuser les meilleurs exemples de coopération décentralisée afin de démontrer et de promouvoir auprès de la communauté internationale la valeur ajoutée, l'efficacité, la diversité et l'impact financier de la coopération au développement des GRL et des AGL.

Un partenariat stratégique aux Pays-Bas

Sous le nom de Développement durable par l'amélioration de la gouvernance locale (SDLG), l'Agence de coopération internationale de l'Association des municipalités néerlandaises (VNG) a récemment signé un partenariat stratégique de cinq ans avec le ministère néerlandais des Affaires étrangères qui s'étend jusqu'à la fin de 2026.

Le programme SDLG crée un lieu d'échanges politiques formels entre la VNG et le ministère. Au moins deux dialogues politiques sont organisés chaque année pour discuter des questions de développement international du point de vue des gouvernements locaux. Les partenaires ont également convenu de mieux s'informer mutuellement sur les messages clés et le positionnement afin d'aligner leurs délégations lors des événements internationaux.

Le programme SDLG comprend également des initiatives spécifiques visant à renforcer les pouvoirs des gouvernements locaux dans huit pays dans le cadre de quatre priorités thématiques (sécurité et État de droit, migration, mobilisation des revenus locaux et gestion intégrée de l'eau).

Ce partenariat stratégique est une étape importante après de nombreuses années de négociations au plus haut niveau. C'est un exemple de coopération à plusieurs niveaux et de la reconnaissance officielle par un gouvernement national que les gouvernements locaux ont un rôle important à jouer dans la coopération internationale et dans l'élaboration des politiques.

3. Rendre la coopération décentralisée plus efficace, professionnelle, innovante et durable

Les GLR, les AGL et les réseaux de gouvernements locaux ont acquis une solide expérience dans la conception et la mise en œuvre d'un renforcement efficace et durable des capacités des GLR, y compris les nouveaux modèles triangulaires et Sud-Sud, ainsi que les innovations technologiques.

Pourtant, la coopération décentralisée doit devenir plus efficace. Elle doit être moins fragmentée, mieux alignée et coordonnée, avoir plus d'impact et être orientée vers les pays à forte urbanisation et les problèmes mondiaux, y compris avec les GLR dans les pays en situation de conflit ou d'après-conflit. En outre, il est nécessaire de disposer de données plus complètes sur les investissements et les résultats de la coopération décentralisée. Des questions majeures telles que l'égalité des genres, la protection des droits de l'homme et l'engagement des jeunes devraient être mieux prises en compte dans les initiatives de coopération décentralisée.

Les GLR et les AGL doivent stratégiquement axer leurs initiatives de coopération décentralisée sur les défis mondiaux qui comptent de toute urgence aujourd'hui et pour l'avenir, en particulier pour les groupes les plus vulnérables et les plus défavorisés. Les GLR et les AGL doivent mieux se coordonner entre eux et avec d'autres acteurs pour créer une synergie et accroître l'impact de la coopération décentralisée. Les GRL et les AGL doivent continuer à investir dans les connaissances, le suivi des résultats et la responsabilité, ainsi que dans les approches innovantes. Compte tenu du "tournant numérique", ils doivent rester encore plus efficaces et agiles dans un contexte mondial en constante évolution.

Pour rendre la coopération décentralisée encore plus efficace, professionnelle et innovante, nous allons :

- Nous engager à concentrer nos initiatives de coopération décentralisée là où l'urbanisation est la plus forte et sur les enjeux mondiaux actuels les plus importants : les femmes, les filles et les jeunes, la relance post-COVID-19, le changement climatique, la croissance économique équitable, la réduction des inégalités, la migration, les droits humains et la démocratie.
- Nous efforcer de créer des cadres de coordination au niveau de la région ou du pays et développer des initiatives plus vastes et plus complètes basées sur des programmes qui permettront de mettre en commun les ressources des GLR impliqués dans les mêmes pays, y compris les initiatives de coopération décentralisée entre les AGL.
- Nous engager à simplifier et rationaliser les processus de coopération décentralisée et soutenir de nouvelles formes de modèles de coopération décentralisée, comme la coopération Sud-Sud et triangulaire, entre les pays et entre les régions du Sud global.
- Créer de nouvelles modalités et initiatives, y compris une plus grande collaboration avec les ONG et les organisations humanitaires, pour faciliter une coopération décentralisée dans des contextes nationaux plus difficiles où les GLR ont besoin de soutien dans la prévention, la gestion et la réponse aux crises.
- Développer plus d'outils, de lignes directrices et de modèles, créer des partenariats horizontaux avec des organisations de la société civile, des établissements universitaires, le secteur privé et d'autres organisations, et incuber des idées et des méthodologies plus innovantes, y compris des environnements de travail numériques et des méthodes d'apprentissage et de prestation à distance.
- Offrir davantage de possibilités de partage des connaissances, de formation et d'accès à des cadres régionaux d'experts concernant les meilleures pratiques en matière de coopération décentralisée, en particulier pour les GLR nouvellement engagés dans la coopération au développement et dans les partenariats Sud-Sud.
- Augmenter le nombre et l'utilisation des cadres de suivi et des systèmes de données ouverts afin d'améliorer la qualité des rapports et des preuves des résultats et de l'impact, y compris les données ventilées par genre et par âge, les flux d'investissement et les données financières, ainsi que les informations sur la façon dont la coopération décentralisée contribue à la coordination multipartite.

4. Engager davantage la coopération décentralisée dans le domaine du financement

Pour que les GLR puissent répondre aux problèmes de développement et localiser les ODD, ils doivent avoir accès à davantage de financements. Le marché du financement et les instruments disponibles évoluent rapi-

dement. D'une part, les besoins des GLR augmentent, notamment suite à l'impact de la pandémie de COVID-19. D'autre part, les partenaires financiers publics et privés offrent davantage d'instruments, de soutien et de ressources auxquels les GLR sont éligibles. Cependant, la demande et l'offre ne sont actuellement pas connectées, créant d'une certaine manière une défaillance du marché.

CGLU, ses partenaires et plusieurs AGL sont récemment entrés dans la sphère du marché du financement pour aider à développer de nouveaux fonds d'investissement municipaux, pour promouvoir l'investissement, mobiliser et catalyser davantage de financement en capital pour les GLR. Cependant, une grande partie du groupe électoral de CGLU a besoin de davantage de soutien à cet égard.

Les GLR et les AGL doivent être mieux équipés, préparés et soutenus pour être en mesure d'accéder à de nouvelles opportunités de financement et d'apprécier pleinement quand et comment utiliser les différentes formes de financement. Grâce à la coopération décentralisée, les GLR et les AGL peuvent acquérir de meilleures capacités et être mieux informés, accéder à davantage de connaissances et d'expériences inspirantes, et bénéficier du soutien direct de leurs pairs.

Pour nous engager davantage dans la sphère du financement, nous allons :

- Multiplier les efforts, notamment par le biais du FMDV, pour être impliqués dans les dialogues politiques, les stratégies, les programmes et les mécanismes avec les institutions de financement afin de mobiliser des financements pour les GLR.
- Rechercher davantage de collaboration et créer des partenariats directs entre les GLR et les AGL impliqués dans la coopération décentralisée, et les institutions financières telles que les banques de développement multilatérales, régionales, nationales et infranationales, et d'autres facilités de financement des gouvernements locaux.
- Recueillir et diffuser davantage d'exemples de modalités et d'installations de financement innovantes et réussies pour les gouvernements locaux, tels que le Fonds international d'investissement municipal.
- S'engager à structurer davantage de communautés de pratiques sur le financement local, composées de praticiens des GLR, d'institutions de financement du développement et d'experts indépendants, qui peuvent agir en tant que conseillers des GRL sur les différentes options et modèles de financement proposés par les institutions de financement.
- Contribuer à faciliter, par le biais des AGL, l'établissement de liens internationaux plus nombreux et le partage de bonnes pratiques sur la manière de créer des instruments intermédiaires au niveau national pour mettre en commun les ressources, diminuer les risques financiers et aider les GLR à accéder aux marchés financiers internationaux.
- Concentrer davantage d'initiatives de coopération décentralisée sur des actions liées aux finances locales telles que la fiscalité locale et l'autonomie fiscale, les transferts fiscaux, les législations fiscales, les partenariats public-privé, les finances foncières, les dettes, ou l'accès aux marchés financiers et de capitaux.

5. Favoriser un soutien public et politique plus fort à la coopération décentralisée

Les relations internationales permettent aux pays et aux sociétés de rester connectés, intégrés et en communication. C'est un moyen de partager des valeurs fondamentales, d'assurer la paix, la justice, la démocratie,

les droits de l'homme et le développement équitable. Les relations internationales contribuent en outre à la construction d'un ordre international de solidarité qui favorise la citoyenneté mondiale.

La pandémie de COVID-19 a cependant créé un recul du soutien public et politique en faveur de l'action internationale des GLR et des AGL. Dans certains pays, les citoyens sont moins solidaires et ne voient pas toujours l'intérêt pour leur communauté de s'engager et d'investir des ressources dans la coopération décentralisée. Certains groupes politiques remettent également fondamentalement en question la raison d'être des investissements publics dans le développement international. Cela représente un risque de perte de terrain et de laisser sans réponse des questions mondiales difficiles.

Les GLR et les AGL jouent un rôle clé dans le partage des valeurs démocratiques, en aidant les citoyens à s'engager activement dans les relations internationales et en encourageant une citoyenneté mondiale. Les GLR et les AGL doivent répondre à un récent recul du soutien public et politique à la coopération décentralisée en sensibilisant davantage, en engageant stratégiquement les citoyens et les groupes politiques et en plaidant plus fermement sur les raisons pour lesquelles la coopération décentralisée est essentielle pour relever les défis mondiaux.

Pour favoriser un soutien public et politique plus fort, nous allons :

- Nous engager à développer davantage de programmes et d'initiatives de sensibilisation du public pour informer les citoyens de l'importance et des résultats de la coopération décentralisée pour relever les défis mondiaux et locaux tels que le changement climatique, les inégalités et les migrations.
- Mieux démontrer la valeur de la coopération décentralisée comme modalité qui amène une réelle réciprocité, en montrant des exemples concrets de la manière dont deux communautés engagées dans des relations internationales bénéficient chacune positivement de cette coopération.
- Encourager les élus des gouvernements locaux à s'engager auprès des groupes et partis politiques pour défendre la valeur du développement international et de la coopération décentralisée pour faire face aux défis mondiaux.
- Créer davantage d'alliances avec les organisations locales de la société civile afin de tirer parti de leurs capacités à défendre la coopération décentralisée et le développement international au niveau local et à la base.
- Engager directement les organisations de la société civile locale et les citoyens dans des initiatives de coopération décentralisée pour aider à créer des liens internationaux entre les groupes de la société civile homologues et accroître les contributions des citoyens aux efforts de développement international.

Mise en œuvre de notre nouvelle Politique

Si notre Politique identifie cinq objectifs clés et des domaines d'action spécifiques, elle doit aussi conserver une certaine souplesse pour adapter et améliorer les domaines d'action au fur et à mesure de l'évolution du contexte.

Dans cette optique, des plans de mise en œuvre triennaux seront élaborés pour renforcer l'efficacité de notre Politique. Ces plans seront préparés en partenariat entre notre Secrétariat mondial et le Groupe de travail sur le renforcement des capacités et des institutions, et en consultation avec nos membres et partenaires.

CGLU s'engagera avec ses membres et partenaires sur une base annuelle pour examiner la mise en œuvre de la Politique par rapport à ses objectifs et domaines d'action, discuter de l'évolution des enjeux et opportunités mondiaux, et apporter tout ajustement nécessaire aux plans de mise en œuvre.

Ensemble, nous continuerons à être les leaders mondiaux de la coopération au développement pour contribuer à la réalisation des ODD et de l'Agenda 2030.



Le rôle des gouvernements locaux et régionaux dans la coopération au développement

Un nouvel appel à l'action à l'horizon 2030 et au-delà

Politique de CGLU pour approbation par le Conseil mondial en octobre 2022.

